

## Pour publication immédiate

*Selon une nouvelle étude de la Business Software Alliance*

### **EN CINQ ANS, LE TAUX DE PIRATAGE DE LOGICIELS AU CANADA N'A PRESQUE PAS CHANGÉ**

*Des lois plus rigoureuses sur les droits d'auteur permettraient de réduire les conséquences du piratage sur l'économie canadienne*

TORONTO (14 mai 2008) – La Business Software Alliance (BSA) a annoncé aujourd'hui que le taux de piratage de logiciels informatiques au Canada a baissé d'un point de pourcentage, soit de 34 % à 33 %, en 2007. Tandis que le Canada fait partie des 20 pays affichant un taux de piratage de logiciels parmi les plus faibles, le taux moyen est supérieur à 33 % depuis 2003 et continue à accuser un retard par rapport à celui des États-Unis, où il a diminué d'un point de pourcentage pour atteindre 20 %. Les pertes subies par l'économie canadienne en raison du piratage de logiciels sont passées de 784 millions de dollars à 1,07 milliard de dollars.

La cinquième étude annuelle, menée par la firme mondiale d'études de marché et de prévision IDC et publiée à l'échelle mondiale par la BSA, montre que le taux mondial de piratage est passé de 35 % à 38 % en 2007, alors que les pertes sont passées de 39 à 48 milliards de dollars.

« Bien qu'il soit encourageant de noter une légère diminution du taux de piratage de logiciels au Canada, le fait qu'il n'a presque pas changé au cours des cinq dernières années indique que nous avons encore du pain sur la planche », a affirmé Michael Murphy, président de la BSA Canada. « Des lois et des pénalités plus strictes dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, ont contribué de manière efficace à freiner le piratage de logiciels. Si nous voulons diminuer le piratage et ses conséquences sur l'industrie canadienne de la TI, il est grand temps pour nous de mettre en œuvre une réforme des lois sur les droits d'auteur. »

Les principaux résultats internationaux de l'étude comprennent les éléments suivants :

- Sur 108 pays étudiés, 64 ont enregistré une diminution du piratage de logiciels informatiques, tandis que seulement 11 pays ont vu le piratage augmenter. Toutefois, étant donné que le marché mondial de l'informatique a connu sa croissance la plus rapide dans les pays où le taux de piratage est élevé, le taux de piratage mondial a augmenté de trois points de pourcentage pour atteindre 38 % en 2007.
- En ce qui a trait aux économies émergentes les plus importantes, on note que, entre 2006 et 2007, le taux de piratage en Russie a diminué de manière remarquable, soit 7 points de pourcentage, pour atteindre 73 %. Cette diminution résulte des programmes de légalisation instaurés par les fournisseurs, des programmes de surveillance et de formation mis en place par le gouvernement et les groupes de lutte contre le piratage, sans oublier des ententes entre les fournisseurs et les distributeurs locaux visant à combiner les logiciels légitimes au matériel informatique.
- Les régions où le taux de piratage est moins élevé, notamment le Japon, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, enregistrent les plus grandes pertes monétaires. Ces marchés sont si importants que même un taux de piratage relativement faible peut entraîner des pertes considérables.
- Étant donné que le marché de l'informatique a connu une croissance importante en 2007 et que la valeur du dollar américain a diminué de près de 7 % par rapport aux autres devises, les pertes internationales entraînées par le piratage ont augmenté de 8,5 milliards de dollars pour atteindre 48,2 milliards de dollars à l'échelle mondiale.
- Selon les estimations d'IDC, les entreprises et les consommateurs du monde entier dépenseront près de 400 milliards de dollars pour des logiciels informatiques au cours des quatre prochaines années. En supposant que le taux de piratage reste stable pendant cette période, la valeur totale des logiciels touchés par le piratage atteindra plus de 225 milliards de dollars.

« Cette étude montre que les efforts de lutte contre le piratage déployés par le gouvernement et l'industrie ont permis de diminuer le piratage de logiciels dans plusieurs pays; cependant, la croissance rapide de l'industrie informatique au sein des marchés émergents, où le taux de piratage est plus élevé, se traduit par une augmentation générale du piratage à l'échelle mondiale », a affirmé John Gantz, directeur de la recherche pour IDC. « Nous prévoyons que cette tendance se maintiendra, ce qui signifie que l'industrie et le gouvernement doivent consacrer de plus en plus d'efforts à la lutte contre le piratage au sein de ces économies émergentes. »

Une étude sur l'incidence économique menée par la BSA et publiée en janvier montre qu'au Canada, une diminution de 10 points de pourcentage du piratage de logiciels au cours des quatre prochaines années pourrait enrichir l'économie de 2,7 milliards de dollars, générer plus de 5 200 emplois lucratifs et ajouter 875 millions de dollars aux recettes fiscales des gouvernements fédéral, provincial et local d'ici 2011.

La BSA fait la promotion d'un plan détaillé en cinq points pour diminuer le piratage de logiciels et bénéficier d'avantages économiques :

- améliorer la sensibilisation du public à la valeur de la propriété intellectuelle et aux risques inhérents à l'utilisation d'un logiciel non autorisé;
- actualiser les lois nationales sur les droits d'auteur dans le but de faire observer les obligations de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de permettre un contrôle amélioré et plus efficace du piratage numérique et du piratage en ligne;
- créer de solides mécanismes de contrôle, conformément aux exigences de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), y compris des lois rigoureuses contre le piratage;
- consacrer d'importantes ressources gouvernementales à la résolution du problème, y compris aux unités nationales de contrôle de la propriété intellectuelle, à la coopération transfrontalière et à la formation des représentants locaux et des représentants judiciaires;
- prêcher par l'exemple en mettant en place des politiques de gestion des logiciels et en demandant au secteur public d'utiliser uniquement des logiciels légaux.

### **Méthodologie de l'étude**

L'étude mondiale sur le piratage de logiciels BSA-IDC couvre le piratage de tous les logiciels compatibles avec les ordinateurs personnels, y compris les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables et les ordinateurs portables ultralégers. L'étude n'inclut pas d'autres types de logiciels tels que les logiciels serveurs et centraux. IDC a utilisé des statistiques privées concernant les expéditions de logiciels et de matériel informatique, en plus de demander l'aide d'analystes d'IDC dans plus de 60 pays pour confirmer les tendances du piratage de logiciels.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou un exemplaire de l'étude complète, veuillez consulter le [www.bsa.org/globalstudy](http://www.bsa.org/globalstudy).

### **À propos de la BSA**

*La Business Software Alliance (BSA), anciennement connue sous le nom de l'Alliance canadienne contre le vol de logiciels, est le principal organisme voué à la promotion d'un monde numérique sécuritaire et légal. La BSA prête voix à l'industrie mondiale du logiciel et à ses partenaires informatiques auprès des gouvernements et sur le marché international. Ses membres représentent l'industrie qui affiche la croissance la plus rapide au monde. De concert avec ses membres affiliés au Canada et dans d'autres pays du monde, la BSA sensibilise les consommateurs à la gestion des logiciels et à la protection des droits d'auteur, à la sécurité informatique, au commerce électronique et à d'autres enjeux relatifs à l'Internet. Au Canada, les membres de la BSA sont, notamment Adobe Systems, Apple, Autodesk, Avid, Bentley Systems, Borland, CNC Software/Mastercam, Microsoft, Mindjet, McAfee, Monotype Imaging, PTC, Siemens PLM, SolidWorks, Sybase, Symantec et The MathWorks.*

*Les noms d'entreprise contenus dans le présent communiqué peuvent être des marques de commerce de leurs propriétaires respectifs.*

**À propos d'IDC**

*IDC est le plus important fournisseur au monde de renseignements commerciaux, de services consultatifs et d'événements concernant les marchés de la technologie de l'information, des télécommunications et de la technologie de consommation. IDC aide les professionnels de la TI, les dirigeants d'entreprise et la communauté financière à prendre des décisions basées sur des faits en ce qui a trait aux achats de technologie et à la stratégie commerciale. Plus de 1 000 analystes d'IDC offrent une expertise mondiale, régionale et locale sur les tendances de la technologie et de l'industrie dans plus de 110 pays situés aux quatre coins du monde. Depuis plus de 44 ans, IDC propose des perspectives stratégiques dans le but d'aider ses clients à atteindre leurs principaux objectifs commerciaux. IDC est une filiale d'IDG, l'entreprise de médias, de recherche et d'événements technologiques la plus importante au monde. Pour en apprendre davantage sur IDC, veuillez consulter le [www.idc.com](http://www.idc.com).*

-30-

**Pour obtenir de plus amples renseignements :**

Andrée-Anne Pelletier  
HKDP Communications et affaires publiques  
514 395-0375 poste 231  
[aappelletier@hkdp.qc.ca](mailto:aappelletier@hkdp.qc.ca)